

Note de Synthèse Conseil Communautaire du 17/12/2015 à 19h Salle des Fêtes de Saillans

1. Validation du Compte rendu (pièce jointe)

Thématique Aménagement du territoire/développement local /Energie

2. Présentation de l'équipe Biovallée Energie

Le Président explique que l'ensemble des agents constituant Biovallée énergie est en poste.

Biovallée énergie est composé de :

- 2 agents sur la Plateforme rénovation auprès des particuliers : Xavier DAVADANT et Julien COUDERT.
- 1 conseiller énergie partagé a été recruté pour l'aide technique auprès des communes et EPCI : Florian LELOUP
- 1 conseillère en matière de production d'énergie renouvelable auprès des Communes et EPCI a été recrutée : Marianne BRETON.

La parole sera laissée aux chargés de mission pour une présentation succincte de leur mission.

3. DOB (voir annexe)

Le Président explique que comme chaque année le Conseil Communautaire doit débattre sur les orientations budgétaires.

Le Président souligne que chaque Vice-Président procédera à la présentation de sa thématique.

Le document :

- retrace les principes de la Loi de finances 2016,
- rappelle le budget 2015 et la photographie du Compte Administratif provisoire 2015,
- fait un point sur les ressources humaines,
- rappelle les enjeux du DOB 2015 et fait un état des lieux des actions achevées, en cours ou non réalisées,
- détermine les orientations et actions 2016 définies en commission.

Le Président rappelle que les commissions se sont réunies et ont approuvé ces orientations et actions présentées. Il faut souligner que lors de l'élaboration du budget, des priorités devront être données selon les capacités financières et humaines qui seront définies. Dans ce contexte, le Président et la Commission Finances demandent au Conseil Communautaire de se positionner sur le DOB 2016.

4. Partenariat avec Energie SDED/ Convention de mutualisation des certificats d'économies d'énergie.

Le Président explique que les certificats d'économies d'énergie (CEE) sont des « points » que les collectivités notamment acquièrent lors de travaux de rénovation énergétique (amélioration de l'habitat, de l'isolation, du chauffage, des menuiseries, etc.). Une valorisation de ces points sur un registre national permet aux collectivités de les transformer en subvention. Pour les inscrire sur le registre national, il faut dans un premier temps constituer un dossier regroupant suffisamment de CEE pour atteindre les seuils requis et s'assurer de la conformité des opérations.

Afin de faciliter ce regroupement, Energie SDED propose de mutualiser les démarches des collectivités et de convertir financièrement ces CEE pour le compte des collectivités.

La CCCPS avait pris une délibération en date du 26 juin 2014 pour transférer ces CEE à Energie SDED.

Dans la mesure où les modalités de regroupement des dossiers ont évolué au niveau national pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017, la signature d'une nouvelle convention avec Energie SDED est nécessaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer cette convention de partenariat avec Energie SDED afin de poursuivre la mutualisation et la valorisation des certificats d'économies d'énergie.

5. Commission consultative Energie du SDED : désignation d'un membre de la CCCPS

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique promulguée le 18 août 2015 introduit en son article 198 la création d'une commission consultative entre tout syndicat autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE) et l'ensemble des EPCI à fiscalité propre totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du syndicat.

Le Syndicat d'énergie de la Drôme a d'ores et déjà créé ladite commission, afin de continuer à œuvrer en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, et nous a demandé de bien vouloir désigner un représentant titulaire.

Cette commission, qui doit être instituée avant le 1^{er} janvier 2016, a un rôle majeur :

- elle doit coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, mettre en cohérence leurs politiques d'investissements et faciliter l'échange de données,
- elle comprend un nombre égal de délégués du syndicat et de représentants des établissements des EPCI, ces derniers disposant d'au moins un représentant,
- un membre de la commission doit être nommé par les EPCI et associé à la conférence départementale d'investissement présidée par le préfet dite « loi NOME »,
- après la création de la commission, le syndicat peut assurer, à la demande et pour le compte d'un ou de plusieurs EPCI à fiscalité propre qui en sont membres, l'élaboration du plan climat-air-énergie territorial mentionné à l'article L.229-26 du code de l'environnement, ainsi que la réalisation d'actions dans le domaine de l'efficacité énergétique,
- Cette commission se réunit au moins une fois par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire de désigner un membre du Conseil Communautaire qui siègera à cette commission consultative mise en place par Energie SDED.

6. Réhabilitation du logement communal de l'école de Mirabel et Blacons/ Subvention dans le cadre du PLH

La commune de Mirabel-et-Blacons est propriétaire et gestionnaire d'un logement communal au-dessus de l'école maternelle des Berthalais.

Cette réhabilitation, qui engagera un conventionnement avec l'Etat au titre du PALULOS (Prime à l'Amélioration des Logements à Utilisation Locative et à Occupation Sociale), donne droit pour la commune à une subvention de 2 500 € prévue au titre du PLH pour la création de logements sociaux conventionnés.

Les travaux, estimés à la somme de 74 970€ HT, permettront de réhabiliter énergétiquement le logement (étiquette C minimum), et enfin de proposer un logement de 69 m² à une famille avec enfants pour un loyer mensuel évalué à 360 €.

Le Budget prévisionnel 2015 prévu pour le financement de logements sociaux et communaux était de 6 000 € et a déjà été utilisé. Une décision modificative sera donc proposée pour pouvoir verser cette subvention.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette subvention de 2 500 € et d'autoriser le cas échéant le Président à signer tous les actes afférents.

7. PIG 2016 financement de l'action

Le Président explique que comme en 2014 et en 2015, il est proposé de missionner le CALD (Centre d'Amélioration pour le Logement de la Drôme) pour animer le Programme d'Intérêt Général « amélioration de l'habitat » sur notre territoire.

Pour rappel, le PIG est un dispositif de l'Etat (ANAH) en partenariat avec le Conseil Départemental qui permet d'améliorer l'information des habitants sur les aides existantes pour l'adaptation du logement au vieillissement, au handicap et/ou l'amélioration énergétique.

L'animation déléguée au CALD par la CCCPS consiste en la mise en place d'un numéro vert, le conseil sur les travaux à envisager, l'aide à l'élaboration de plan de financement, ... Le contrat territorial signé avec le département qui permettait le financement de cette animation n'est pas reconduit en 2016 et la subvention régionale (CDDRA) ne sera disponible que sur la ville de Crest, ce pour la dernière année.

Au regard des montants importants de cette animation et de la mise en place opérationnelle de la plateforme depuis l'automne 2015, il est proposé au Conseil Communautaire de reconduire cette animation sur 2016 pour une durée de 6 mois renouvelable une fois, de façon express, afin de réfléchir pendant le 1^{er} semestre 2016 à une solution moins coûteuse.

Le plan de financement prévisionnel pour 2016 est le suivant :

DEPENSES	Dépenses totales en € (TTC)	Dépenses subventionnables en € (TTC)	RECETTES	Montant éligible en €	Taux de subv° appliqué (%)	Montant en €
ANIMATION CALD	17 486.40	9 195	Région Rhône-Alpes, via CDDRA	9 195	40 %	3 678
			Autofinancement		60 %	13 811.40
TOTAL	17 486.40	9 195	TOTAL			17 486.40

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur la poursuite de cette action en 2016, d'autoriser le Président à signer la convention avec le CALD selon les modalités proposées ci-dessus, de solliciter les demandes de financement au Conseil Régional et de signer tous les actes afférents à cette décision.

Thématique Administrative

8. Attribution MAPA Vélodrôme

Le Président explique que les travaux sur le chemin rural n° 25 à Piégros-la-Clastre avait fait l'objet d'un dossier de subvention au CDDRA par la commune. A l'occasion du transfert de la compétence tourisme à la CCCPS en 2014, l'intercommunalité a récupéré le dossier de subvention.

Afin de solder cette subvention, les travaux doivent être réalisés avant le 7 janvier 2016.

Une consultation pour la réalisation des travaux de réhabilitation a été faite courant octobre. Cette consultation comprenait 1 lot unique.

La commission MAPA s'est réunie le 6 novembre 2015 pour l'attribution de ces travaux.

Quatre entreprises ont répondu :

Offres de base

- GUINTOLI pour un montant de 23 401,80 € HT
- LIOTARD (Aurel) pour un montant de 23 679 € HT
- EUROVIA pour un montant de 33 281,30 € HT
- BOUVAT TP pour un montant de 13 963,20 € HT

Une variante a été demandée par les élus de la commission MAPA, qui consistait à augmenter la quantité de matériaux fournis pour la structure du chemin (de 15 à 35 cm) sur une partie du tracé.

- GUINTOLI pour un montant de 34 811,80 HT
- LIOTARD (Aurel) pour un montant de 36 299,00 € HT
- EUROVIA pour un montant de 44 169,30 € HT
- BOUVAT TP pour un montant de 24 163,20 € HT

Après analyse des offres, la commission MAPA propose de retenir l'offre suivante :
BOUVAT TP Variante pour un montant HT de 24 163,20 € HT soit 29 955,84 € TTC

Le montant inscrit au budget s'élève à 30 000 € TTC.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider le choix de la commission MAPA et d'autoriser la signature tous les actes afférents à cette décision.

9. Attribution MAPA Assurances

Le Président explique que la commission d'ouverture des plis de la CCCPS s'est réunie en date du 18 novembre 2015, en présence de l'assistant à maîtrise d'ouvrage AFC Consultants, pour attribuer le marché des assurances de la collectivité. Cette consultation était construite autour de 3 lots : les dommages aux biens, la responsabilité civile et la flotte de véhicules.

Deux réponses ont été proposées à la CCCPS : l'une de Groupama et l'autre de MMA, cette dernière n'ayant pas candidaté au lot 3.

A la suite de l'analyse des offres, c'est Groupama qui a été retenu pour les 3 lots :

	GROUPAMA		MMA	
	Note technique	Prix	Note technique	Prix
Lot 1	8,95	10 622 €	8,30	10 669 €
Lot 2	8,35	6 020 €	8,00	5 650 €
Lot 3	8,96	4 697 €		

Cette consultation pour le marché des assurances permet à la collectivité une économie de 7 162 € par an et ces contrats sont signés pour une durée de 5 ans révisables annuellement.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider l'attribution de ce MAPA à Groupama Assurances et d'autoriser le Président à signer les contrats ainsi que tous les actes afférents.

10. Attribution MAPA Valernes

Le Président explique qu'afin d'accueillir de nouvelles entreprises ou permettre à d'autres de se développer, la Communauté de Communes est en phase d'acquisition de plusieurs tènements fonciers, la friche Vicat à Aouste-sur-Sye et les Valernes à Crest. Sur ce dernier, la surface disponible est de 12 356 m². Afin d'aménager cette nouvelle zone d'activité, une consultation de maîtrise d'œuvre a été lancée pour accompagner la collectivité sur ce projet.

Cette consultation est constituée d'une tranche ferme et de trois tranches conditionnelles, portant respectivement sur l'étude AVP, la phase PROJET, la passation des contrats de travaux et la vérification de la conformité des plans d'exécution et la dernière tranche sur les opérations de travaux et réception de chantier. Cette consultation étant close le 7 décembre et la commission d'analyse des offres se réunissant le 10 décembre, le nom et la proposition technique et financière du mandataire retenu seront présentés en séance du Conseil Communautaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer tous les documents permettant d'engager et de poursuivre cette opération de maîtrise d'œuvre.

II. Subvention DETR 2016 sur la construction du bâtiment technique

Le Président explique que la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans souhaite construire un bâtiment pour les services techniques destiné à entreposer le matériel et les véhicules des agents techniques, et d'y mettre en place des vestiaires sur le tènement actuel, en limite de propriété côté Est de la parcelle. La structure devra répondre à une certaine flexibilité pour répondre au mieux aux évolutions futures du bâtiment. Le terrain est déjà desservi par les réseaux d'eau potable, eaux usées, eaux pluviales, télécommunications et gaz.

La Communauté de Communes a engagé une étude de faisabilité auprès de l'architecte Jean-Charles GAUX afin de définir les conditions techniques, structurelles, fonctionnelles et financières du futur bâtiment en lien avec les besoins réels des services techniques.

Une notice économique de faisabilité a été fournie par l'architecte en date du 29/10/2015 sur laquelle apparaît un montant HT estimatif des travaux de 413 400 €.

Le Président explique que la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans réalisera un appel d'offres en ce qui concerne l'enveloppe extérieure et le couvert du bâtiment. En ce qui concerne les lots intérieurs, les travaux pourraient être réalisés en régie par le personnel des services techniques (préparation du terrain, réseaux, cloisons pour atelier, remise en état des lieux).

Budget prévisionnel

Postes de dépenses	Montant des opérations HT
Travaux enveloppe extérieure et couvert	249 400 €
Travaux de préparation et de finitions intérieures	164 000 €
TOTAL	413 400 €

Plan de financement

Recettes	Dépense éligible HT	Montant de la subvention HT	Taux de subvention
DETR	413 400 €	103 350 €	25 %
Autofinancement	413 400 €	310 050 €	75 %
TOTAL	413 400 €	413 400 €	100 %

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver cette demande de subvention au titre de la DETR 2016 ainsi que le budget prévisionnel et le plan de financement adossés et d'autoriser le Président à signer la demande d'autorisation de dépôt du permis de construire et tous les actes afférents à cette décision.

Thématique Economie

12. Subvention DETR 2016 sur l'éco parc des Valernes

Le Président explique qu'afin de proposer une offre foncière pour installer de nouvelles entreprises sur le territoire ou permettre à d'autres, déjà présentes, de se développer, la Communauté de Communes est en phase d'acquisition d'un tènement foncier sur Crest, plus exactement au lieu-dit Les Valernes. Ce foncier, d'une surface de 12 356 m², est situé en plein cœur d'une zone d'activités existante proche de grands comptes et de PME innovantes. Il jouxte également des locaux mixtes, Martin Hérold. Au regard de cette situation géographique, les futures entreprises pourront profiter d'une dynamique locale forte.

La situation géographique de ce foncier, ancré dans le tissu économique existant et accessible, justifie de la pertinence économique et technique de créer une zone d'activités avec la création de lots commercialisables qui répondront aux recherches foncières des entreprises. L'objectif de la CCCPS est de proposer un parc d'activités sur ce tènement en créant des lots afin de répondre aux besoins d'entreprises dans les secteurs de l'artisanat, la petite production, services aux entreprises.

La CCCPS a lancé une consultation de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de cette zone d'activité. Celle-ci devrait démarrer en janvier 2016 avec un démarrage des travaux prévu à l'été 2016. Le coût des travaux d'aménagement estimé dans une étude de faisabilité réalisé par un maître d'œuvre est estimé à 247 244 euros. Compte tenu de l'enjeu lié à la création de zones d'activités économiques pour le développement de l'intercommunalité et afin de compléter le plan de financement de la présente opération, la CCCPS souhaite mobiliser une subvention au titre de la DETR 2016.

Budget prévisionnel

Postes de dépenses	Montant des opérations HT
Travaux	217 576 €
Frais d'étude et aléas	29 668 €
TOTAL	247 244 €

Plan de financement

Recettes	Dépenses éligibles HT	Montant de la subvention HT	Taux de subvention
DETR	247 244 €	61 811 €	25 %
Autofinancement	247 244 €	185 433 €	75 %
TOTAL	247 244 €	247 244 €	100 %

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver cette demande de subvention au titre de la DETR ainsi que le budget prévisionnel et le plan de financement adossés et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision

13. Demande de subvention au titre de la DETR 2016 pour des travaux de mises aux normes électriques, de sécurité et d'accessibilité du gymnase SOUBEYRAN

La CCCPS dispose d'un patrimoine important en matière d'équipements sportifs et conduit actuellement un travail d'élaboration de l'agenda d'accessibilité programmée.

Le Gymnase SOUBEYRAN est l'un des équipements qui va nécessiter des travaux des plus importants pour la mise aux normes électriques, de sécurité et d'accessibilité. Actuellement, un diagnostic est en cours afin d'en évaluer les

volumes financiers selon les corps d'états qui devront intervenir. **Le budget prévisionnel et le plan de financement seront présentés en séance de Conseil Communautaire.**

Ce type de travaux est éligible aux opérations financées par la DETR et la CCCPS souhaite présenter une demande au titre du réaménagement intérieur de l'espace Soubeyran au regard de l'importance de cet équipement dans le patrimoine sportif.

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver cette demande de subvention au titre de la DETR ainsi que le budget prévisionnel et le plan de financement adossés.

Il est demandé, en outre, de se prononcer sur la priorisation des demandes de subventions DETR pour l'année 2016 lors de leur présentation en Préfecture : Les Valernes, le bâtiment technique et les travaux de mises aux normes du gymnase Soubeyran.

Thématique Sport

I 4. Tableau subvention des manifestations sportives

Le Président explique que dans le cadre de la compétence soutien aux manifestations sportives de rayonnement supra-communautaire, la commission sport a mis en place un tableau d'attribution de subventions. Ce document a pour objectif de permettre une meilleure équité dans la répartition des sommes attribuées aux associations. Pour cela, des critères objectifs ont été définis : rayonnement, nombre d'inscrits, durée.

Les manifestations subventionnées en 2015 : Marathon Val de Drôme, Open Canoë, Concours sauts d'obstacles, Les Balcons de la Drôme, Championnat de France de Quad. La Boule Crestoise et Le Biathlon Vert ont été annulés.

Rayonnement		Nbre d'inscrits		Durée	
Envergure territoriale (5 % au moins des participants)	Financement / évènement	Total des inscriptions	Financement / personne	Nbre de jours	Financement / évènement
Internationale	1 000	Plus de 1000	1 000	plus de 3	2 000
Nationale	750	de 500 à 1000	500	3	1 500
Régionale	500	Inférieur à 500	300	2	1 000
				1	500

Une enveloppe sera votée chaque année pour l'ensemble des manifestations. L'enveloppe qui sera proposée pour 2016 : 11 000 €. Si l'enveloppe votée est inférieure à la somme des propositions émises par le tableau, les subventions seront réparties proportionnellement selon la demande de financement et le budget voté pour que l'enveloppe définie ne soit pas dépassée :

Exemple :

Enveloppe : 11 000€,

Subvention du marathon proposée par tableau : 4 000 €,

Somme de l'ensemble des subventions du tableau : 13 500 €

La subvention sera calculer de la manière suivante : $4\,000 \times 11\,000 / 13\,500$, soit environ 3 260 € sera attribuée pour le marathon.

Les règles d'attributions :

- L'ensemble des subventions ne doit pas dépenser l'enveloppe votée
- Plafond maximum de la subvention : 10 % du budget de la manifestation
- La subvention ne pourra pas être supérieure à la demande faite par l'association
- Les demandes de subvention devront être faites avant le 31/12 de l'année précédant la manifestation
- Les arrêtés d'attribution seront envoyés après le vote du budget (dans le mois qui suit)
- La subvention ne sera versée que si le total des subventions publiques ne dépasse pas 80 % du budget de l'association. Si la subvention dépasse les 80 %, elle sera alors recalculée pour atteindre 80 %

- Le versement acompte 50 % sera effectué dès l'arrêté d'attribution et le solde après présentation du bilan de la manifestation et son budget final
- La subvention ne pourra pas être attribuée si le budget de l'association est excédentaire

D'autre part, il est proposé que :

- 1 500 € soient prévus pour les nouvelles manifestations sportives, somme ajoutée au montant de l'enveloppe proposée ci-dessus, sachant que la 1^{ère} année une nouvelle manifestation sera accréditée d'un montant maximal de 500 €.
- Un bonus de 500 € sera attribué en fonction de critères environnementaux et de développement durable mis en place lors de la manifestation. La commission choisira de répartir cette somme à une ou plusieurs manifestations en fonction des critères suivants :
 - Gestion des déchets
 - Affiche avec l'adresse du site « ecovoiturons »
 - Utilisation vaisselle réutilisable
 - Utilisation papier recyclé
 - Mutualisation avec d'autres associations (Style Balcons de la Drôme avec Foyer Basket).

- Tarification des équipements sportifs

Une délibération a été prise lors du dernier Conseil Communautaire sur la tarification des équipements sportifs, la commission propose de rajouter à cette délibération que les associations sportives scolaires et les associations caritatives seront exonérées de tout paiement.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider les critères permettant l'attribution des subventions aux manifestations sportives. L'enveloppe budgétaire sera proposée et validée au Conseil Communautaire du vote du Budget.

Il est proposé au Conseil Communautaire de se prononcer sur les exonérations de la grille tarifaire des locations des équipements sportifs

15. Marque Biovallée : cotisation 2015

Le Président explique que l'association Biovallée s'est lancée dans une nouvelle dynamique accompagnée d'un argumentaire et d'une stratégie pour 2016 afin de représenter la question de la cotisation à 1€ par habitant. La Marque est notamment destinée aux entreprises et il était nécessaire de définir un plan d'actions précis afin que le public cible se l'approprie plus efficacement et qu'il trouve à travers la Marque un maximum de plus-values pour leurs activités.

Le Président rappelle que les ambitions de l'association de Biovallée :

- promouvoir et construire ensemble les principes et les actions qui nourrissent la culture et les valeurs « Biovallée » qui font la fierté des habitants, des entreprises, des associations, des collectivités locales...
- rassembler, fédérer et mettre en réseau tous les acteurs adhérant à ces principes autour de leur contribution au développement humain durable du territoire, de 100 adhérents en juin 2015 à 200 adhérents en juin 2016, et rapidement plus de 500, au sein d'un réseau actif et vecteur de réflexion, de solidarité et de coopération,
- établir et animer des outils permettant à chacun de mesurer son niveau d'engagement : la charte Biovallée et la labellisation des structures adhérentes,
- réaliser toutes actions de partage d'expériences, de promotion et de communication, en particulier sur les pratiques et savoir faire des adhérents ainsi que sur leurs initiatives collectives, de manière à amplifier le mouvement d'un développement durable porté par tous,
- convaincre les acteurs et les habitants que le projet et la marque Biovallée font la différence pour l'avenir de notre vallée,
- valoriser la notoriété Biovallée et sa culture territoriale comme éléments de fierté et d'innovation, pour que chacun puisse s'y reconnaître du Diois à la Confluence.

L'argumentaire à développer par secteur pour développer le réseau de la Marque :

- mettre les acteurs en réseau : lieu de rencontres / d'échanges / de co-construction de projets / d'ancrage / appartenance pour une implication dans le développement local de son territoire,
- valoriser les aspects développement durable dans l'entreprise (même les TPE) & impulser une démarche

- personnelle de chaque structure au moyen de la charte Biovallée,
- le développement durable comme levier de différenciation & valorisation,
- dynamiser les activités locales pour saisir de plus grandes opportunités et de nouveaux marchés,
- identifier les acteurs / groupements par métiers / filières.

Les enjeux à décliner en 2016 :

- axe 1 : informations générales : développer la connaissance de la culture territoriale, de la démarche (presse, médias...),
- axe 2 : réunions d'informations en groupe avec la proposition d'une fréquence de 2x / mois avec les adhérents, les futurs adhérents, intercommunalités dont 1 réunion délocalisée dans une entreprise adhérente qui pourra témoigner,
- axe 3 : visibilité sur site web / réseaux sociaux,
- axe 4 : rencontres adhérents / réseaux,
- axe 5 : accentuer le rôle des adhérents pour qu'ils s'approprient plus la Marque et le réseau et deviennent des porte-paroles auprès des autres entreprises.

Les objectifs 2016 :

Il est proposé un objectif d'adhésion d'entreprises à hauteur de 200 pour fin juin 2016.

Le rôle de la CCCPS sera un soutien à la mise en place de cette stratégie en associant notamment la directrice de Biovallée à des rencontres.

Il est également proposé que les missions de l'animatrice soient réellement définies et qu'une veille sur le fonctionnement de l'association soit réalisée.

Cotisation à 1 € :

La CCCPS est aujourd'hui adhérente à l'association Biovallée et doit par conséquent se positionner sur la nouvelle demande de cotisation à hauteur de 1€. Si toutefois, l'objectif du nombre d'adhésions était en deçà en juin 2016, la question de poursuivre la cotisation à 1€ pourrait être remise en cause et la participation de la CCCPS s'arrêterait.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider les 1€ sur l'année 2015 puis un engagement sur 2016 à hauteur de 1€ mais sur 6 mois de l'année, afin de vérifier l'atteinte des objectifs liée au nombre d'adhérents et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

Thématique Tourisme

16. Convention avec la Commune de Piégros La Clastre pour les travaux de la Vélodrôme (voir annexe)

Le Président explique que dans le cadre du projet de Vélodrôme, la commune de Piégros-la-Clastre a transféré à la CCCPS un dossier de subvention CDDRA concernant le financement de travaux de voirie (consolidation de la structure du chemin) sur le chemin rural n° 25 entre les lieux-dits Les Bories et Les Roues.

Suite au transfert de compétences, ses travaux ayant été commencés mais pas terminés par la commune au 1^{er} janvier 2014, la subvention doit être soldée avant le 7 janvier 2016. La CCCPS qui a consulté les entreprises et va réaliser les travaux, doit donc avoir l'autorisation de la commune pour réaliser cet investissement.

La convention ci-jointe, qui a une valeur temporaire et qui sera remplacée par une convention cadre plus précise proposée à toutes éventuelles communes concernées par ce type de superposition d'affectation, autorise donc la CCCPS à réaliser les travaux en question.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette convention et d'autoriser la signature tous les actes afférents à cette décision.

Thématique Ressources humaines

17. Création d'un poste de Directeur des Services Technique sur le grade d'ingénieur ou (et) de Technicien

Le Président informe l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le Président explique que le service technique est un service support avec de lourdes tâches techniques et administratives. L'agent transféré qui devait faire office de Directeur des Services Techniques est en congé longue maladie depuis mars 2014. Il ressort, que l'organisation actuelle et malgré plusieurs remaniements, ne peut assumer l'ensemble des tâches qui lui sont confiées. Le service technique est un service support qui travaille avec l'ensemble des services de l'intercommunalité et ces manquements ne peuvent plus, au vu de la charge de travail de chaque service, être supportés par d'autres agents.

Une réorganisation semble donc nécessaire pour que le service soit plus efficace. La proposition est de recruter un agent pour le poste de Directeur des Services Techniques. Ses missions principales seront de diriger, coordonner, animer l'ensemble des services techniques ainsi que de piloter les projets techniques de la collectivité.

Vu la validation par le Bureau en date du 17 novembre 2015 de la création d'un poste à temps complet d'un Directeur des Services Techniques. Il est proposé de créer un poste d'ingénieur territorial (catégorie A, filière technique) ou/et un poste de technicien territorial confirmé (catégorie B, filière technique). Suite au recrutement, le poste non pourvu sera fermé.

Le tableau des effectifs serait donc le suivant :

Filière	Catégorie	Cadres d'emplois	Grades	Nbre de postes au : 17/12/2015	Temps de travail
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal	1	Non complet 15%
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché	2	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché contractuel	7	Temps complet
Administrative	B	Rédacteur Territorial	Rédacteur	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2ème classe	3	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	3	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 2è classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2è classe contractuel	1	30h
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2è classe contractuel	1	Temps complet
TOTAL DE LA FILIERE ADMINISTRATIVE :				21	
Technique	A	Ingénieur	Ingénieur, Ingénieur Principal, ou Ingénieur en chef classe normal	1	Temps complet
Technique	B	Technicien	Technicien principal 1ère classe	1	Temps complet
Technique	B	Technicien	Technicien principal 1ère classe	1	Temps complet
Technique	C	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2è classe	2	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 1ère classe	2	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	7	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe contractuel	2	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2è classe contractuel	1	27h30
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	1	6h00
TOTAL DE LA FILIERE TECHNIQUE :				19	

Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	I	Temps complet
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	I	28h
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	I	17h30
Sociale	C	Agent sociaux	Agents sociaux 2è classe	5	Temps complet
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe	2	32h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe contractuel	2	30h
		TOTAL DE LA FILIERE SOCIALE :		12	
Médico-social	C	Auxiliaire puéricultrice territorial	Auxiliaire puéricultrice Principal 2ème classe	I	30h00
Médico-social	C	Auxiliaire puéricultrice territorial	Auxiliaire de puéricultrice contractuel	I	Temps complet
Médico-Social	A	Infirmier en soins généraux	Infirmière contractuel	I	10h30
		TOTAL DE LA FILIERE MEDICO-SOCIALE :		3	
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	I	22h75
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	I	20h00
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	I	15h50 -
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	I	11h50
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	I	11h00
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	I	10h00
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe	I	Temps complet
		TOTAL DE LA FILIERE ANIMATION :		7	
Sportive	A	Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives	I	Temps complet
		TOTAL DE LA FILIERE SPORTIVE :		I	

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser le Président à créer un poste d'emploi de la filière technique de la catégorie **A** au cadre d'emploi d'ingénieur territorial, à temps complet de 35h/semaine à compter du 1^{er} mars 2016,
- d'autoriser le Président à créer un poste d'emploi de la filière technique de la catégorie **B** au cadre d'emploi de technicien territorial, à temps complet de 35h/semaine à compter du 1^{er} mars 2016,
- d'autoriser le Président à recruter un non titulaire sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi,
- d'autoriser le Président à préciser le grade, l'échelle, l'échelon et les indices de carrière et de rémunération dans l'acte administratif,
- d'approuver le tableau des effectifs avec ces postes créés,
- d'inscrire au prochain budget primitif les crédits correspondants,
- d'autoriser le Président à signer les documents relatifs à cette décision.

Thématique finances publiques

18.Engagement, liquidation et mandatement des dépenses d'investissement jusqu'à l'adoption des budgets primitifs

Le Président fait part aux membres du Conseil de la possibilité jusqu'à l'adoption du budget et sur l'autorisation de l'organe délibérant (article L1612-1 du CGCT), de mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts sur l'exercice précédent et ce enfin de faciliter le fonctionnement de la Collectivité.

Comme l'année dernière il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette possibilité d'ouverture de crédit en section investissement.

19. Transfert d'emprunt de la CCCPS à la commune de Saillans correspondant à la restitution de la compétence périscolaire

Le Président rappelle :

- Vu la délibération n°2014/001 du 08 janvier 2014 portant restitution de la compétence périscolaire auprès des communes de l'ex Pays de Saillans.
- Vu la délibération n° 2015/DE 154-7.6 du 02 juillet approuvant le rapport de la CLECT en date du 17 juin 2015 ainsi que les procès-verbaux de mise à disposition des biens immobiliers associés à la compétence transférée par la CCCPS à la commune de Saillans.

L'emprunt rattaché à ces biens a pu être extrait et il convient aujourd'hui de proposer une identification précise de l'emprunt associé et d'en accepter le transfert.

L'ex-Pays de Saillans a souscrit auprès de la Caisse D'Epargne Loire Drôme Ardèche, le 21 juillet 2003, un contrat de prêt n° 3571371, d'un montant de 250 000,00 €. Cet emprunt a été transféré à la CCCPS par l'arrêté Préfectoral n°2013122-0001 en date du 02 mai 2013 par lequel M. le Préfet a autorisé la fusion de la CCPS et de la CCC avec extension du périmètre à la commune de Crest au 1^{er} janvier 2014. Au 1^{er} janvier 2016, le capital restant dû s'élève à **188 023,81 €**.

La Communauté de Communes et la Commune de Saillans se sont entendues pour mettre à la charge une partie de cet emprunt correspondant au bâtiment de cuisine intercommunal, au titre de la compétence transférée. Ainsi, **129 527,51 €** de ce capital restant dû restent à la charge de la Communauté de Communes et **58 496,30 €** sont à la charge de la commune de Saillans.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur le transfert du prêt.

20. Décision Modificative BP STEP N° 2

Dotations aux amortissements – Ajustement budgétaire

FONCTIONNEMENTS – Augmentation de crédit

Dépenses - 6811 Dotations aux amortissements : **+ 140,00 €**

Recettes – 777 Subventions d'investissement : **+ 20,00 €**

Total chapitre 042 Opérations d'ordre de transfert entre section : + 160,00 €

INVESTISSEMENTS – Augmentation de crédit

Dépenses – 139118 Subventions d'équipement : **+ 20,00 €**

Recettes – 281562 Matériel spécifique d'exploitation : **+ 140,00 €**

Total chapitre 040 Opérations d'ordre entre section : + 160,00 €

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.

21. Décision Modificative BP STEP N° 3

Emprunts – Ajustement budgétaire

FONCTIONNEMENTS – Virement de crédit

Dépenses 678 Autres charges exceptionnelles : **- 2 800,00 €**

Dépenses - 66111 Intérêts : **+ 2 800,00 €**

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.

22. Décision Modificative BP 3CPS N°10

Subvention dans le cadre PLH – Logements communaux et sociaux à Mirabel et Blacons (délibération du 17/12/15)

FONCTIONNEMENTS – Virement de crédit

Dépenses - 022 Dépenses imprévues (fonctionnement) : - 2 500,00 €

Dépenses 6574 Subvention de fonctionnement : + 2 500,00 €

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.

23. Décision Modificative BP 3CPS N°11

Dotations aux amortissements – Ville de Crest non budgétée

FONCTIONNEMENTS – Augmentation de crédit

Dépenses - 023 Virement à la section d'investissement : + 50 000,00 €

Dépenses 6811/041 Dotations aux amortissements : + 50 000,00 €

Total chapitre 042 Opérations d'ordre de transfert entre section : + 50 000,00 €

INVESTISSEMENTS – Augmentation de crédit

Recettes - 021 Virement à la section de fonctionnement : + 50 000,00 €

Recettes 281758 /040 Autres installations, matériel et outillage : + 50 000,00 €

Total chapitre 040 Opérations d'ordre entre section : + 50 000,00 €

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.

24. Décision Modificative BP 3CPS N° 12

Subvention à l'association Marque Biovallée – Cotisation de 0.22/habitants à 1€/habitants (si acceptation de la délibération du 17/12/15)

FONCTIONNEMENTS – Virement de crédit

Dépenses - 022 Dépenses imprévues (fonctionnement) : - 11 800,00 €

Dépenses 6574 Subvention de fonctionnement : + 11 800,00 €

25. Décision Modificative BP 3CPS N° 13

Intégration patrimoniale suite cession CCVD pour 1€ symbolique Canal à Saillans – (délibération du 26/08/2010 ex CCPS)

INVESTISSEMENTS – Augmentation de crédit

Dépenses - 2111 Autres bâtiments : + 296 390,00 €

Recettes 13258 Autres bâtiments : + 296 390 800,00 €

26. Décision Modificative BP BIE N° 2

Travaux pour cause de sinistres : Drôm'Adhère, ex-Dupré et API.

FONCTIONNEMENTS – Augmentation de crédit

Dépenses – 61522 Bâtiment : + 7 700,00 €

Recettes – 7788 Produits exceptionnels : + 7 700,00 €

FONCTIONNEMENTS – Augmentation de crédit

Dépenses – 6217 Personnel affecté par la commune : - **360,00 €**

Dépenses – 61522 Bâtiment : + **360,00 €**

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.

27. Questions diverses